

L'Euro, raison délirante

Jacques SAPIR

15 juillet
2015

Euro über alles



Les différentes révélations sur les conditions dans lesquelles a été arraché l'accord, et il vaut mieux parler de diktat entre la Grèce et ses créanciers illustrent bien ce que l'on pouvait en penser à chaud. Cet accord est un véritable désastre pour l'ensemble de ses signataires, et pour la Grèce en premier lieu.

La longue interview donnée le mercredi 14 juillet dans la nuit par Alexis Tsipras à la télévision d'Etat ERT le confirme[1]. Il avoue d'ailleurs que cet accord est un « mauvais accord ». L'analyse qui en est faite sur son blog par l'ex-Ministre des finances, M. Yannis Varoufakis va dans le même sens[2]. De plus, le Fonds Monétaire International a rendu public une note d'analyse, qui avait été communiquée à TOUTES les parties en présence dès le 6 juillet et qui montre de manière irréfutable que cet accord n'est pas viable[3].

Dès lors se dévoile une autre face du drame qui s'est déroulé dans la nuit du 12 au 13 : tout ceci ne sert à rien. Un autre accord devra être trouvé rapidement, et la perspective d'une expulsion de la Grèce hors de la zone Euro reprend force[4]. Le Ministre des finances allemand, M. Schäuble l'a lui-même reconnu ainsi que l'ancien gouverneur de la Banque Centrale de Belgique[5]. Cela rend les proclamations de succès de notre Président a faites à Bruxelles le matin du 13 particulièrement dérisoires. Le vote qui s'est déroulé au Parlement français l'est tout autant. On demande aux députés de se prononcer sur un accord que l'on sait inapplicable. Les députés du PCF, d'abord enclin à voter oui, n'est-ce pas Pierre Laurent, pour des raisons alimentaires, se sont ainsi ressaisi et devraient voter « non ». Le drame ici se marie à l'absurde.

L'Euro avant la Grèce, l'Euro avant la France

Il faut cependant lire en détail la déclaration de François Hollande qu'il a faite le 13 juillet au matin ; mais pour cela, il faut avoir le cœur bien accroché. Remarquons, d'abord, qu'il ne parle pas de la Grèce, mais uniquement de la zone Euro. Cela montre bien quelles étaient ses priorités : « L'objectif était de faire en sorte que la zone euro puisse être préservée dans son intégrité, dans son unité, dans sa solidarité »[6]. On constate ainsi que les premiers mots réservés à la substance de ce texte ne font nullement mention des souffrances, des efforts et des espoirs du peuple grec. Non, la chose qui importe au premier chef c'est l'intégrité de la zone Euro. Tout est dit dans ces lignes, et en particulier la préférence pour une construction bureaucratique, et que de nombreux économistes jugent non viable, sur la volonté et la vie des peuples. Ceci est corroboré par le troisième paragraphe de ce texte : « Ce que j'ai voulu, c'était plus que l'intérêt de la Grèce, c'était l'intérêt de l'Europe. Et c'était aussi l'intérêt de la France. Parce que l'intérêt de la France ne se dissocie pas de l'intérêt de l'Europe »[7]. L'ordre des priorités est ainsi établi : c'est l'Europe, puis la France et enfin la Grèce. Mais, ceci repose sur un mensonge, ou plus précisément un double mensonge : celui qui assimile la zone Euro à l'Union européenne, et celui qui assimile, ensuite, l'Union européenne à l'Europe. Les deux sont parfaitement scandaleux. La Zone Euro n'est nullement l'Union européenne. Des pays appartenant à l'Union européenne ne font nullement partie de la

zone Euro. C'est le cas de la Grande-Bretagne, de la Suède, de la Pologne ou de la Hongrie. De plus, l'Union européenne n'englobe nullement l'Europe. Que ce soit la Suisse, la Norvège, ou encore la Serbie dans les Balkans, le Belarus, la Russie ou l'Ukraine, tous ces pays font partie de l'Europe, comme réalité géographique mais aussi culturelle, et ce sans faire partie de l'UE. Veut-on faire croire que Munch, l'auteur du « Cri », ou que des artistes comme Dostoïevski, Pouchkine ou Tolstoï ne sont pas européens ? Oublie-t-on que l'Union européenne est une alliance politique et économique de certains pays d'Europe ? Vouloir la faire passer pour l'Europe toute entière est un mensonge. Le fait que celui-ci soit proféré par la plus haute autorité de l'Etat ne retire rien à l'affaire. Au contraire, il l'aggrave. Il établit en dogme, mais sans pour autant en faire une vérité, ce qui s'avère un mensonge.

Ce mensonge, il le répète bien plus bas dans ce texte, en particulier quand il affirme : « La Grèce est un pays ami qui a voulu entrer dans l'Union européenne après des années de dictature ». En fait, et la date d'adhésion le montre bien, c'est aux Communautés Economiques Européennes, autrement dit au « Marché Commun » que la Grèce a adhéré après l'épisode de la dictature des colonels. Elle ne pouvait adhérer en 1981 à l'UE alors que cette dernière ne date que de 1992 et l'Acte unique européen de 1986. François Hollande bouleverse donc l'histoire et ne tient guère compte de la chronologie. Mais, là encore, il y a une logique dans le mensonge : celle de prétendre que l'UE, projet titanesque, projet inouï, a existé avant même que de naître. Si ce n'est pas de l'aveuglement idéologique on ne sait pas ce que c'est.

Euro über alles

On peut, alors, voir les conséquences de ce mensonge. Une autre citation de cette déclaration du Président Hollande est à cet égard des plus instructives. « L'objectif, c'était que l'Europe puisse être à la hauteur du défi qui lui était lancé, être capable de régler une crise qui depuis plusieurs années minait la zone euro. L'objectif était aussi de donner un espoir à la Grèce après tant d'années de souffrance, d'austérité – même si la Grèce n'en a pas terminé et qu'elle devra encore faire des efforts...[8] » Le mensonge ici en devient pathétique. Non seulement cet accord n'a pas été « à la hauteur du défi », tout simplement parce que rien n'a été réglé. On le voit bien dans les positions prises par le FMI les 14 et 15 juillet. Mais en plus cet accord ne redonne aucun espoir au peuple grec. Au contraire, ce dernier vit comme une terrible humiliation les clauses politiques de cet accord, qui imposent désormais l'aval des institutions européennes sur les lois qui seront appelées à être votées par le parlement grec. Le quatrième paragraphe est lui aussi ravageur quant aux prétentions de notre Président : « La France a un rôle particulier à jouer : faire en sorte que ce processus, cette construction qui se sont noués au lendemain de la guerre puisse se poursuivre avec, bien sûr, des épreuves, des défis, mais en même temps toujours avec la volonté d'incarner une force, celle de la zone euro, une zone monétaire qui doit permettre la stabilité et la croissance. Il n'y a pas de stabilité sans croissance, il n'y a pas de croissance sans stabilité [9] ». Retenons le mélange des genres, qui n'est certes pas accidentel. On présente la zone Euro comme venant dans la continuité du Plan Marshall et de la Communauté Economique Européenne (le « Marché Commun »).

Ceci constitue une erreur flagrante, une distorsion étonnante de la vérité historique. Mais, l'affirmation sur laquelle se conclut cette citation, en associant croissance et stabilité, constitue à nouveau un impudent mensonge. Car, la zone Euro a entraîné une chute de la croissance pour les pays membres de l'Euro, et s'est accompagnée de fluctuations extrêmement importantes. Ceci est établi dans de nombreux ouvrages[10], et dans le livre que j'avais écrit en 2012 en particulier[11]. De fait, la zone Euro n'a jamais été un facteur de stabilité ni un facteur de croissance pour les pays membres.

La raison délirante d'une nouvelle religion

Mais cette idée de l'Euro a tout emporté dans l'esprit de notre Président et sous la plume de ses conseillers. Quand il revient sur ce thème dans sa déclaration, c'est pour faire cette citation : « Si la Grèce était sortie de la zone euro, qu'aurait-on dit ? Que la zone euro n'était pas capable d'assurer son intégrité, sa solidarité. Qu'aurait-on dit des Grecs ? Qu'ils n'étaient pas capables de prendre leurs responsabilités. Qu'aurait-on dit de la France, de l'Allemagne, qui ont vocation à donner cette impulsion ? Que nous n'aurions pas été au rendez-vous. La zone euro aurait reculé alors que l'Europe doit avancer et porter un projet qui puisse protéger les peuples – car l'euro protège les pays qui sont partie prenante de cette zone monétaire. Qu'aurait-on dit sur cette dislocation de cette grande idée ?[12] ». En fait, tout est dit. Tant la croyance mystique en un Euro « protecteur » des peuples que

celle qui assimile l'Euro à l'Europe. La raison, l'intelligence, le sens de la mesure, ont été balayés par une idée fixe qui tourne au délire, mais toujours mue par la même logique.

Cette raison délirante explique pourquoi et comment on peut travestir en accord librement négocié ce qui n'a été que le viol de la souveraineté de la Grèce. Un viol en réunion, perpétré par l'Allemagne, mais aussi par l'Eurogroupe et son Président M. Dijsselbloem, par la Commission européenne avec Jean-Claude Juncker. Et si la France n'y a pas participé, elle a verrouillé la porte du local où s'est tenu ce crime et elle a poussé le bâillon dans la gorge de la victime. La phrase prononcée et écrite par François Hollande prend alors un tour sinistre : « Mais aujourd'hui, même si cela a été long, je pense que ça a été pour l'Europe, une bonne nuit et un bon jour ». Car, nous savons aujourd'hui que cette torture aura été infligée pour rien. L'accord signé le 13 juillet au matin se défait désormais d'heure en heure. La perspective d'une sortie de la Grèce hors de la zone Euro est à nouveau à l'ordre du jour.

On peut commettre un crime en politique, mais s'en vanter alors que le résultat est des plus incertain n'est pas le signe d'une grande intelligence. C'est, tout au plus, le produit d'un aveuglement profond, d'un fanatisme idéologique, d'une raison délirante qui sont appelés à être sanctionnés aux prochaines élections.

Jacques SAPIR 15 juillet 2015

[1] <http://www.newgreektv.com/index.php/greece/item/16414-prime-minister-a...>

[2] Varoufakis Y., « On the Euro Summit's Statement on Greece : First thoughts » , note postée le 14 juillet 2015, <http://yanisvaroufakis.eu/2015/07/14/on-the-euro-summits-statement-on-...>

[3] IMF, AN UPDATE OF IMF STAFF'S PRELIMINARY PUBLIC DEBT SUSTAINABILITY ANALYSIS, IMF Country Report No. 15/186, 14 juillet 2015, Washington DC.

[4] <http://www.telegraph.co.uk/finance/economics/11739985/IMF-stuns-Europe...>

[5] <http://trends.levif.be/economie/politique-economique/luc-coene-je-me-demande-si-un-grexit-n-aurait-pas-ete-mieux/article-normal-405469.html>

[6] Conférence de Presse du Président François Hollande du 13 juillet 2015, texte provenant du site <http://www.elysee.fr/declarations/article/conference-de-presse-a-l-iss...>

[7] Conférence de Presse du Président François Hollande du 13 juillet 2015, op.cit..

[8] Conférence de Presse du Président François Hollande du 13 juillet 2015, op.cit..

[9] Conférence de Presse du Président François Hollande du 13 juillet 2015, op.cit..

[10] Voir Bibow, J., et A. Terzi (eds.), Euroland and the World Economy—Global Player or Global Drag ? Londres, Palgrave, 2007.

[11] Sapir J., Faut-il sortir de l'Euro ?, Le Seuil, Paris, 2012

[12] Conférence de Presse du Président François Hollande du 13 juillet 2015, op.cit..

Jacques Sapir

Ses travaux de chercheur se sont orientés dans trois dimensions, l'étude de l'économie russe et de la transition, l'analyse des crises financières et des recherches théoriques sur les institutions économiques et les interactions entre les comportements individuels. Il a poursuivi ses recherches à partir de 2000 sur les interactions entre les régimes de change, la structuration des systèmes financiers et les instabilités macroéconomiques. Depuis 2007 il s'est impliqué dans l'analyse de la crise financière actuelle, et en particulier dans la crise de la zone Euro.

»» <https://russeurope.hypotheses.org/4111>

